

PÔLE ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE

Direction du développement culturel
des territoires

Bureau de l'action culturelle et de la diffusion

10, avenue de Basingstoke
CS 30528 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 23 13

@ culture@orne.fr

**CONVENTION DE PARTENARIAT
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE**

FLERS AGGLO

***Saison Culturelle Jeune Public
2025 - 2026***

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1°) LE DEPARTEMENT DE L'ORNE

Représenté par **M. Christophe de BALORRE**, Président du Conseil départemental de l'Orne, agissant au nom et pour le compte du Département de l'Orne, en exécution d'une délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 26 septembre 2025.

Siège social : Hôtel du Département – 27, boulevard de Strasbourg - CS 30528 – 61017 ALENCON

N° de licences : PLATESV-R2021-007247 – PLATESV-R-2021-007244

SIRET : 22610001400134

APE : 8411Z

Ci-après dénommé « Le Département »

D'UNE PART,

ET

2°) FLERS AGGLO

Représentée par **M. Yves GOASDOUE**, Président de Flers Agglo

Siège social : 41, rue de la Boule – CS149 – 61103 FLERS CEDEX

N° de licences : PLATESV-R-2020-011243 / PLATESV-R-2020-011244 /
PLATESV-R-2020-011247 / PLATESV-R-2020-011250 /
PLATESV-R-2020-011251 / PLATESV-R-2020-011252 /
PLATESV-R-2020-011253/

SIRET : 200035814-00017

Ci-après dénommé « Flers Agglo »

D'AUTRE PART,

3°) LA COMMUNE DE LA FERTE-MACE

Représentée par **M. Michel LEROYER**, Maire de La Ferté-Macé

Siège social : Hôtel de Ville – 61600 LA FERTE-MACE

Ci-après dénommée « La Commune d'accueil des spectacles »

D'AUTRE PART,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – PREAMBULE

Au titre de la saison culturelle 2025-2026, le Conseil départemental de l'Orne, Flers Agglo et la Commune de La Ferté-Macé et œuvreront en partenariat pour la réalisation d'un ensemble de manifestations culturelles.

ARTICLE 2 – PROGRAMMATION

Après discussion entre les trois partenaires la programmation a été ainsi fixée :

ENTREZ DONC ! – Cycle 1		
Jeudi 25 septembre 2025	Salle Gérard-Philippe La Ferté-Macé	- 9h15 - 10h45 - 14h30
JEUX DE CORPS – Cycle 1		
Mardi 02 décembre 2025	Salle Gérard-Philippe La Ferté-Macé	- 9h15 - 10h45 - 14h30
ET L'IMAGE FIT DU BRUIT – Cycle 2 et Cycle 3		
Mardi 03 mars 2026	Salle Gérard-Philippe La Ferté-Macé	- 10h30 - 14h30
THE BABY TYLER SHOW – Cycle 3		
Lundi 27 avril 2026	Salle Gérard-Philippe La Ferté-Macé	- 14h30
Mardi 28 avril 2026	Salle Gérard-Philippe La Ferté-Macé	- 10h30
ON DIRAIT – Cycle 2		
Mardi 19 mai 2026	Salle Gérard-Philippe La Ferté-Macé	- 10h30 - 14h30

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS FINANCIERS

L'organisation de l'ensemble de ces manifestations s'élève à la somme de **27 600 €**.

- **Le Conseil départemental** prendra en charge cette organisation (selon les obligations des partenaires définies à l'article 4).
- **Flers Agglo** apportera au titre de son partenariat la somme de **10 500 €** sur présentation d'un titre de recettes émanant de la Paierie départementale de l'Orne en **octobre 2026**.

Le tarif des entrées pour les spectacles est fixé à **3,05 €** par élève et par spectacle.

A l'issue de chaque représentation, les Communes des écoles publiques inscrites (Liste des écoles

pouvant être concernées en Annexe 3 avec l'identification des tiers payeurs) recevront un titre de recettes émanant de la Paierie départementale de l'Orne afin de pouvoir procéder au règlement de la participation des écoles concernées, au prorata du nombre d'élèves.



Pour la Commune de La Ferté-Macé, les établissements concernés seront les suivants :

- Ecole Jacques Prévert - La Ferté-Macé
- Ecole Paul Souvray - La Ferté-Macé

A titre d'information, à l'issue de chaque représentation, les écoles privées, parmi lesquelles l'école primaire privée Sainte-Marie de La Ferté-Macé (OGEC des écoles catholiques-Ecole primaire Sainte-Marie) recevront un titre de recettes émanant de la Paierie départementale de l'Orne afin de pouvoir procéder au règlement de leur participation.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES PARTENAIRES

Le Conseil départemental de l'Orne :

- assurera la gestion des contrats et l'administration liée aux contrats artistiques,
- prendra en charge le règlement des cachets artistiques y compris les charges sociales, et les déplacements des artistes (hors transferts locaux),
- procèdera au règlement des salaires des régisseurs embauchés pour assurer la partie technique des spectacles,
- s'acquittera des droits d'auteur, frais et taxes auprès de la SACEM, de la SACD, du CNM et de l'URSSAF,
- fournira le matériel technique nécessaire à la réalisation des spectacles,
- présentera à Flers Agglo un titre de recette correspondant à la part lui incombant au titre de la présente convention.
- organisera chaque année une réunion de concertation dans le courant du mois de juin. Elle sera l'occasion de dresser le bilan de la saison écoulée et de présenter des propositions pour la saison à venir.

Flers Agglo :

- s'assurera que la salle de spectacle soit disponible et chauffée le jour des représentations et la veille si nécessaire, et réponde aux besoins techniques définis en Annexe 1,
- s'assurera que les loges des artistes présentent les qualités de confort habituel, et prendra en charge le montant d'une collation, définie en Annexe 1,
- mettra à disposition une personne relais pour l'accueil des équipes artistiques et du Conseil départemental de l'Orne,
- assurera l'accueil et la sécurité du public,
- assurera gracieusement le transport par car des enfants de la collectivité concernée lorsque cela sera nécessaire.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE DES PARTENAIRES

Le Conseil départemental de l'Orne et Flers Agglo sont chacun d'eux responsables de leurs propres personnels, matériel, installations et locaux.

Flers Agglo met gracieusement à la disposition du Conseil départemental les locaux concernés par les spectacles de la saison jeune public 2025 - 2026.

ARTICLE 6 – SECURITE ET ACCESSIBILITE

« Flers Agglo » s'engage en qualité d'exploitant de la salle :

- à veiller au respect des dispositions relatives à la réglementation incendie applicable à ladite salle, dispositions déterminées par le type et le classement de la salle (visites périodiques, respect de la jauge, levée des éventuelles prescriptions relevées par la sous-commission départementale de sécurité et d'accessibilité, dégagement et accessibilité permanents des issues de secours, formation du personnel affecté à la salle s'agissant de la sécurité incendie (manipulation des extincteurs et exercices d'évacuation).
- à être présent ou représenté lors de chaque spectacle proposé en partenariat avec « Le Département ».
- à solliciter auprès des services de la direction régionale des affaires culturelles de Normandie la délivrance d'une licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} catégorie dans la mesure où il organise plus de 6 spectacles par an.

« Le Département » ne saurait être tenu pour responsable de tout dommage éventuel résultant du non-respect des dispositions de la réglementation sécurité incendie applicable aux établissements recevant du public et dont la mise en œuvre incombe à l'exploitant de la salle.

« Flers Agglo » s'engage, également, en qualité d'exploitant de la salle :

- à veiller au respect des dispositions relatives à l'obligation d'accessibilité des salles de spectacles conformément aux dispositions de l'article R.162-9 du Code de la construction et de l'habitation.
- à disposer d'un registre public d'accessibilité prévu aux articles L.164-1 à L.164-3 et R.164-6 du Code de la construction et de l'habitation qui précise les dispositions prises pour permettre à tous, notamment aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, de bénéficier des prestations en vue desquelles l'établissement a été conçu.

Dans le cadre du Décret n° 2017-1244 du 7 août 2017 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés :

- La mesure et l'affichage des niveaux sonores est obligatoire. Le matériel nécessaire est fourni par le Conseil départemental et sera installé en régie.
- Les lieux accueillant plus de 300 personnes doivent être déjà équipés de leur propre dispositif de mesure et d'enregistrement des niveaux sonores.
- Il est également rappelé que les enfants de moins de 3 ans ont une oreille interne encore en phase de construction et donc très sensible : ils ne devront pas être admis dans les lieux où il peut y avoir des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés (94 db pondérés A / 104 pondérés C pour les enfants de moins de 6 ans).

ARTICLE 7 – COMMUNICATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

7-1 Propriété intellectuelle et droit à l'image

Flers Agglo Le partenaire s'engage à respecter les dispositions des articles L.111-1 et L.211-1 du code de la propriété intellectuelle relatives aux droits d'auteur, d'artiste-interprète et le droit à l'image (article 9 du Code civil) notamment par la stricte application des droits consentis par les artistes au Conseil départemental de l'Orne par le contrat de cession signé.

L'étendue des droits de captation, de fixation et de diffusion est précisée dans la feuille de route transmise à Flers Agglo ou le jour du spectacle.

Toute captation, fixation ou diffusion de l'œuvre de l'artiste ou de son image en dehors de ce cadre expose Flers Agglo à un recours en indemnisation du préjudice subi par l'artiste et à une condamnation pénale.

Par ailleurs, Flers Agglo s'engage lors des représentations et d'actions culturelles accompagnant la diffusion des spectacles à veiller au respect du droit à l'image des publics en application de l'article 9 du Code civil soit par l'obtention d'une autorisation écrite et individuelle de droit à l'image soit, en veillant, dans les lieux publics, à ce que les personnes ne soient pas individualisées ni identifiables.

7-2 Engagements des partenaires

« Le Département »

- s'engage à réaliser une charte graphique C'61 qui devra être facilement déclinable pour l'ensemble des partenaires, sur tous leurs éléments de communication (newsletter, bandeaux d'affiches, flyers, etc.).
- s'engage à fournir : Photos des artistes et/ou des spectacles, biographies, dossiers de presse, liens vidéos ou MP3, brochure de la saison au format PDF, lien Calaméo.
- prendra en charge l'édition de la plaquette de la saison C'61 et définira les quantités nécessaires en lien avec ses partenaires pour diffusion sur le terrain. Il réalisera et imprimera également les affiches des artistes et/ou spectacles non fournies par les Productions selon la charte graphique de la plaquette de la saison culturelle du Département.
- fournira à ses partenaires un gabarit (ou modèle type) pour la réalisation d'affiches ou affichettes permettant la promotion des spectacles sur le terrain.
- s'engage à assurer les relations presse suivantes :
 - envoi d'un communiqué de presse mensuel
 - une newsletter (environ 800 contacts)
 - mention du spectacle sur le site Culture.orne.fr.

« Flers Agglo »

- s'engage à mentionner le partenariat du Conseil départemental sur tous ses supports de communication y compris dans ses relations avec la presse, avec intégration du logo C'61 sur tous les supports et/ou mention explicite en toutes lettres (programme de saison, newsletter, flyers, achats d'encarts, dans les magazines communaux et sur le web) en intégrant la charte graphique du Conseil départemental de l'Orne.
- s'engage à assurer la diffusion des brochures de saison, affiches des spectacles fournies par le Conseil départemental sur son secteur géographique.
- veillera à relayer la promotion des événements sur son secteur géographique. Il pourra utiliser différents outils : affiches de l'ensemble de la programmation, lettres, tracts, parutions dans les gazettes communales, e-mailing, mise en place d'abonnement, etc .
- s'engage, dans le cas d'un lancement de saison sur son territoire à :
 - mentionner le Président du Conseil départemental comme autorité,
 - faire valider le carton d'invitation par le Service culturel avant tout envoi,
 - prévoir dans le déroulé l'intervention d'un représentant élu du Conseil départemental.

ARTICLE 8 – ANNULATION – RESILIATION

8-1 - Annulation

L'annulation d'un spectacle en cas de force majeure ne donnera lieu à aucune indemnisation. Si l'annulation du fait du producteur du spectacle entraîne une indemnisation, celle-ci reviendra au Conseil départemental de l'Orne, qui pourra envisager une répartition avec son partenaire, en fonction des frais réellement engagés. Toute autre annulation sera décidée en concertation entre

les partenaires. Le Conseil départemental de l'Orne privilégiera les solutions à l'amiable. En cas d'annulation, le contrat est résilié de plein droit, sans mise en demeure préalable.

8-2 - Résiliation

« le Département » se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, pour un motif d'intérêt général, après notification par lettre recommandée avec accusé de réception et dans le respect d'un préavis de 2 mois. Ce pouvoir de résiliation unilatérale a pour contrepartie l'indemnisation intégrale du préjudice causé au Partenaire.

Fait à
Le

**LE PRESIDENT
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**LE PRESIDENT
DE FLERS AGGLO**

Christophe de BALORRE

Yves GOASDOUE

**LE MAIRE
DE LA COMMUNE
DE LA FERTE-MACE**

Michel LEROYER

Accueil

Flers Agglo s'engage à prendre en charge l'accueil des artistes et du personnel technique.

La fiche technique fournie par les artistes doit être scrupuleusement respectée. Les loges des artistes doivent être propres et chauffées. Il est également vivement souhaité que celles-ci disposent d'équipements de base tels qu'un réfrigérateur, des toilettes, des serviettes propres, une planche à repasser et un fer, une cafetière, des cintres, un miroir éclairé.

Une collation doit être prête à l'arrivée des artistes comprenant de l'eau en quantité, des boissons fraîches, des boissons chaudes, des fruits frais, des fruits secs, des gâteaux salés, des gâteaux sucrés, des confiseries, de la viande froide, de la charcuterie ou encore des produits régionaux...

En outre, il est recommandé que soit présent un membre de l'équipe de Flers Agglo dès l'arrivée des artistes et de l'équipe du Conseil départemental de l'Orne afin de les accueillir et accompagner dans les différents lieux d'accueil, d'hébergement, de restauration.

L'ensemble des demandes en matière d'accueil sera récapitulé et transmis avant chaque spectacle aux partenaires sous forme d'une « feuille de route ».

Electricité

Afin de permettre le raccordement des équipements électriques installés par le Conseil départemental de l'Orne, la salle doit être équipée d'une prise de type P17 Tri+N+T, si possible à proximité du plateau. L'intensité est à définir selon les lieux - les standards étant 125A, 63A, 32A – et l'installation de cet équipement doit être conforme aux normes en vigueur.

Dans la mesure où cet équipement n'est pas disponible, un électricien, pris en charge financièrement par Flers Agglo, devra être présent à l'arrivée des techniciens du Conseil départemental de l'Orne pour effectuer le raccordement, sur une installation conforme, d'un câble qui lui sera fourni assumant de ce fait l'entière responsabilité de ce branchement. Le débranchement du câble se fera lors du démontage après le spectacle.

L'alimentation électrique exigée devra notamment être en état de marche dès le matin. Toutes les lumières de la salle doivent pouvoir être éteintes lors des spectacles.

Aide en personnel

Un membre des services techniques de La Ferté-Macé missionné par Flers Agglo devra être présent dès l'arrivée de l'équipe du Conseil départemental de l'Orne et Flers Agglo devra également au préalable fournir au Conseil départemental de l'Orne les coordonnées de cette personne. Il est également possible que dans certains cas le Conseil départemental de l'Orne ait besoin de plusieurs autres membres des services techniques de la commune pour enlever des sièges dans la salle permettant l'installation des régies son et lumière, la livraison et l'enlèvement de piano, « faire le noir salle », le montage et le démontage de gradins, le déchargement et le montage de décors imposants.

Disponibilité de la salle

Flers Agglo s'assurera que la salle de spectacle soit disponible et chauffée le jour de la représentation, et ce dès le matin, ou la veille si nécessaire.

Flers Agglo devra de plus transmettre au Conseil départemental de l'Orne le planning de la salle de spectacle. Celui-ci est en effet nécessaire pour l'équipe technique du Conseil départemental de l'Orne car il est très courant que la mise en place de la manifestation nécessite un prémontage préalable à la date du spectacle et/ou un démontage postérieur à la date du spectacle.

LUTTE CONTRE LE HARCELEMENT SEXUEL*(Information prévue à l'article L1153-5 du code du travail)***Article 222-33 du code pénal**

I. - Le harcèlement sexuel est le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.

L'infraction est également constituée :

1° Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime par plusieurs personnes, de manière concertée ou à l'instigation de l'une d'elles, alors même que chacune de ces personnes n'a pas agi de façon répétée ;

2° Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime, successivement, par plusieurs personnes qui, même en l'absence de concertation, savent que ces propos ou comportements caractérisent une répétition.

II. - Est assimilé au harcèlement sexuel le fait, même non répété, d'user de toute forme de pression grave dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers.

III. - Les faits mentionnés aux I et II sont punis de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende.

Ces peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende lorsque les faits sont commis :

1° Par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ;

2° Sur un mineur de quinze ans ;

3° Sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de leur auteur ;

4° Sur une personne dont la particulière vulnérabilité ou dépendance résultant de la précarité de sa situation économique ou sociale est apparente ou connue de leur auteur ;

5° Par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice ;

6° Par l'utilisation d'un service de communication au public en ligne ou par le biais d'un support numérique ou électronique ;

7° Alors qu'un mineur était présent et y a assisté ;

8° Par un ascendant ou par toute autre personne ayant sur la victime une autorité de droit ou de fait.

Salarié, stagiaire, candidat, vous pensez être victime de harcèlement sexuel ?

Pour des renseignements ou être accompagné dans vos démarches, vous pouvez contacter :

- Le médecin du travail / service de santé au travail

Nom : Tél. :

- L'inspection du travail [agent de contrôle compétent]

Nom : Tél. :

- Le Défenseur des droits:

09.69.39.00.00 / Adresse : Défenseur des droits, Libre réponse

71120, 75342 Paris CEDEX 07 (inutile d'affranchir).

- Le référent « lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes » de l'entreprise [Obligation pour les entreprises d'au moins 250 salariés – article L. 1153-5-1 du code du travail]

Nom : Tél. :

- Le référent « lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes » du Comité social et économique [Si votre entreprise est dotée d'un CSE – article L. 2314-1 du code du travail]

Nom : Tél. :

Pour agir en justice, Vous pouvez :

- Saisir le Conseil des prud'hommes pour manquement de l'employeur à ses obligations

- Porter plainte contre le harceleur :

- En vous adressant à un commissariat de police ou une brigade de gendarmerie

- En écrivant directement au procureur de la République à l'adresse du Tribunal judiciaire du lieu de l'infraction ou du domicile de l'auteur de l'infraction.

PROJET